



## Déclaration de la FNEC-FP FO à la F3SCT du 27 mars 2025

Monsieur le Directeur Académique, mesdames et messieurs les membres de la Formation Spécialisée de la Mayenne,

Cette année, en guise d'étrennes, les enseignants, comme l'ensemble des fonctionnaires, ont eu droit à l'annonce de 53 milliards d'économies réalisées sur le dos des services publics. Ce nouveau budget d'austérité s'est notamment traduit pour eux par la reconduction du gel du point d'indice, la confirmation de l'arrêt de la GIPA, le maintien d'un jour de carence en cas d'arrêt maladie, encore aggravé par le retrait de 10 % de salaire.

En mars, aucun chocolat en vue, puisque le président Macron nous refait le coup de « *Nous sommes en guerre !* » et utilise cette fois la situation internationale pour justifier sa politique antisociale, préférant manifestement investir dans les canons plutôt que dans l'éducation et semant un peu plus la confusion dans le pays. Première victime collatérale de cette économie de guerre, la réforme des retraites pour laquelle il n'est plus question de revenir ni sur l'âge de départ ni sur la durée de cotisation. Considérant que les dés étaient pipés d'avance, Force Ouvrière a été le 1er syndicat à quitter ces pseudo-négociations, notre revendication restant l'abrogation pure et simple de la réforme de 2023.

Ces deux années supplémentaires imposées à tous, comme les coupes budgétaires, actuelles ou à venir, ont un impact désastreux sur le pouvoir d'achat des agents, dégradent leurs conditions de travail, et accentuent les risques psychosociaux. Comment se féliciter des 670 suppressions de postes dans l'Education Nationale ? Elles se traduisent par pas moins de 5000 classes fermées, alors que les effectifs restent parmi les plus élevés d'Europe et qu'il manque partout des remplaçants et des enseignants spécialisés. Dans le 2nd degré, seulement 324 postes d'enseignants ont été créés et 170 postes de CPE, quand 542 postes sont déjà fléchés pour poursuivre en 4ème et 3ème le « Choc des savoirs ».

On nous dit qu'il n'y a plus d'argent, que les fonds doivent désormais aller au budget militaire. Mais pour le « choc des savoirs », il y a de l'argent ; pour le Service National Universel nouvelle version, il y a de l'argent ; pour aider les municipalités à acheter des uniformes scolaires, il y a de l'argent, pour continuer à financer l'enseignement privé avec des fonds publics malgré tous les scandales, il y a encore de l'argent.

Et il y a manifestement aussi de l'argent pour poursuivre la fuite en avant que constitue l'Acte 2 de l'École inclusive. 500 Pôles d'Appui à la Scolarité vont ainsi être mis en place à la rentrée 2025, dont au moins 1 en projet en Mayenne, soit 200 équivalents temps plein qui auraient pu être des postes d'enseignants dans des classes, des postes de remplaçants, des postes d'enseignants spécialisés. Pour FO, ces PAS sont plutôt des impasses, car le prescripteur sera aussi le payeur, pour les moyens matériels comme pour les

heures attribuées, ce qui sera bien commode pour limiter les notifications dont notre précédente directrice académique jugeait le nombre tellement excessif.

Nous allons aborder, au cours de cette instance, le problème de l'amiante dans les bâtiments scolaires. Grâce au tableau que vous nous avez fait parvenir, nous avons appris combien nous sommes exposés ou plus exactement combien de Dossiers Techniques Amiante manquent encore. Rappelons à ce sujet que le SNUDI-FO 53 se bat depuis de nombreuses années pour que chaque agent ait accès à cette information essentielle. Mais, au-delà de ce constat, y aura-t-il de l'argent pour le suivi des agents exposés, y aura-t-il de l'argent pour une médecine de prévention digne de ce nom, pour les visites médicales annuelles prévues dans les textes mais jamais accessibles, y aura-t-il de l'argent pour recruter en nombre suffisant les médecins scolaires et les infirmières indispensables au suivi de la santé des enfants ?

Pour notre part, en tout cas, à Force Ouvrière, nous continuerons de l'exiger et nous refusons d'être instrumentalisés en vue d'une prétendue économie de guerre, qui devrait être, selon certains, synonyme de renoncement et d'abandon de nos revendications. Ces revendications continuent donc d'être :

- **L'abandon de toutes les contre-réformes qui cassent l'École Publique notamment le « Choc des Savoirs », le PACTE, les évaluations d'école, les lois Rilhac, et la réforme du lycée professionnel.**
- **L'augmentation de la valeur du point d'indice pour rattraper les pertes subies depuis l'année 2000.**
- **L'amélioration des grilles indiciaires**
- **L'annulation de toutes les suppressions de postes et la création de postes statutaires à hauteur des besoins.**
- **L'abandon de l'acte 2 de l'école inclusive.**
- **La défense de l'enseignement spécialisé et adapté.**
- **Le respect de toutes les notifications de la MDA.**
- **Un vrai statut, un vrai salaire pour les AESH.**
- **L'arrêt du financement de l'enseignement privé avec l'argent public.**
- **L'abrogation de la réforme des retraites.**